



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	Service de laboratoire dentaire Demande d'offre à commandes individuelles régionale (OCIR) pour la fourniture, au fur et à mesure, de prothèses dentaires complètes du haut et/ou du bas et prothèses partielles ainsi que le service de réparation de celles-ci pour le compte du service correctionnel Canada (SCC), dans la région du Québec. • Période: 2 années suivant la date d'émission de l'offre à commandes et deux périodes optionnelles additionnelles d'une année chacune. • Tous les détails concernant cette demande sont inscrits dans la demande de proposition. // Request for a Regional Individual Standing Offer (RISO) to supply, on an as-and-when-required basis, complete denture upper and/or lower and partial dentures as well as repair service for these dentures for the Correctional Services Canada (CSC), in the region of Quebec. • Period: 2 years from the date of issuance of the standing offer and two additional option periods of one year each. •	21304	21304	1	LOT	\$	XXXXXXXXXXXX		


 Public Works and Government Services Canada		Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		N° du document21301-137847/A		Part - Partie 1 of - de 2		See Part 2 for Clauses and Conditions		Voir Partie 2 pour Clauses et Conditions	
Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Destination	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte	
1	All details on this application are listed in the RFP.										

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1. Introduction
- 1.2. Sommaire
- 1.3. Exigences relatives à la sécurité
- 1.4. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

- 2.1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2. Présentation des offres
- 2.3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
- 2.4. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions
- 2.5. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

- 3.1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1. Procédures d'évaluation
- 4.2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

- 5.1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
- 5.2. Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes et attestations exigées avec l'offre

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

- 1. Offre
- 2. Exigences relatives à la sécurité
- 3. Clauses et conditions uniformisées
- 4. Durée de l'offre à commandes
- 5. Responsables
- 6. Utilisateurs désignés

7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Limitation financière
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations
12. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Clauses du guide des CCUA

Liste des annexes :

Annexe A: Besoin

Annexe B: Fixation des prix

Annexe C: Critères d'évaluation obligatoires à démontrer lors du dépôt de la soumission.

Annexe D: Formulaire "Accès à un établissement"

Annexe E: Liste complète des administrateurs

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Introduction

Le modèle de la demande d'offre à commandes (DOC) comporte six parties :

- (i) Partie 1, Renseignements généraux;
- (ii) Partie 2, Instructions à l'intention des offrants;
- (iii) Partie 3, Instructions pour la préparation des offres;
- (iv) Partie 4, Procédures d'évaluation et méthode de sélection;
- (v) Partie 5, Attestations; et
- (vi) Partie 6 :
 - 6A, Offre à commandes, et
 - 6B, Clauses du contrat subséquent; et les annexes.

Les annexes

Partie 1: renferme une description générale du besoin;

Partie 2 : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC et précise que l'offrant accepte de se conformer aux clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la DOC;

Partie 3 : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, les exigences relatives à la sécurité, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 : comprend les attestations à fournir;

Partie 6: 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent:
6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Annexe A: Besoin

Annexe B: Fixation des prix

Annexe C: Critères d'évaluation obligatoires à démontrer lors du dépôt de la soumission.

Annexe D: Formulaire "Accès à un établissement"

Annexe E: Liste complète des administrateurs

1.2. Sommaire

Demande d'offre à commandes individuelles régionale (OCIR) pour la fourniture, au fur et à mesure, de prothèses dentaires complètes du haut et/ou du bas et prothèses partielles ainsi que le service de réparation de celles-ci pour le compte du service correctionnel Canada (SCC), dans la région du Québec.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

La période de l'OCIR sera de deux années à partir de la date de l'émission de l'offre avec une possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois additionnels en option.

1.3. Exigences relatives à la sécurité

Avant d'être admis dans l'établissement/site, le personnel de l'entrepreneur doit subir une vérification locale de l'identité ou des renseignements par Service correctionnel du Canada. Ce dernier se réserve le droit d'interdire à tout moment l'accès à l'établissement/site au personnel d'un entrepreneur.

Tous les employés de l'entrepreneur ou des ses sous-traitants qui devront avoir accès aux établissements de SCC devront compléter le formulaire CSC-SCC 1279. Le SCC se réserve le droit de refuser les employés qui ne rencontrent pas les normes minimales de sécurité du SCC. Aucune compensation monétaire ne sera accordée au fournisseur pour des employés refusés d'accès. (Voir Annexe «D»)

Au besoin, le personnel de l'entrepreneur est accompagné dans des secteurs particuliers de l'établissement/site par des membres autorisés du personnel de Service correctionnel du Canada;

1.4. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande d'offre à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commande dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur offre n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (19-11-2012) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006 Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens et services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit:

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingts (90) jours

2.2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

Les soumissionnaires doivent proposer des taux fermes pour toutes les catégories de ressources énumérées dans l'annexe « B ».

2.3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **dix (10) jours civils** avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrans devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrans. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrans.

2.4 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard **dix (10) jours civils** avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.5. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrans peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrans acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- A) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- B) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- A) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : VISA _____ Master Card _____

- B) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit. L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1. Procédures d'évaluation

- A) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- B) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

Il est obligatoire de répondre aux critères d'évaluation obligatoires afin de permettre l'évaluation technique de la soumission. À défaut de ce faire, celle-ci sera jugée non recevable.

- Conformité technique avec l'annexe «A»

Condition du Matériel

M1004T

(16/05/2011)

4.1.2 Évaluation financière

L'évaluation financière doit être en Conformité avec l'annexe « B », Fixation des prix.

Évaluation du prix

M0222T

(11/01/2010)

Note: Les quantités annuelles sont estimatives et pour fin d'évaluation financière seulement.

L'offre à commandes sera émise en dollars canadiens. Si l'offre recommandée pour attribution d'une offre à commandes est en devise étrangère, elle sera convertie par le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions.

Prix unitaires fermes en dollars canadiens, FAB Destination, y compris tous frais reliés à la livraison, sont requis **pour tous les articles** énoncés à l'Annexe «B».

Les frais de livraison des prothèses au laboratoire dentaire seront aux frais du service correctionnel du Canada

4.2. Méthode de sélection - Critères techniques obligatoires

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix global évalué le plus bas* sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

* Le prix le plus bas sera déterminé par la valeur totale des prix unitaires appliqués aux quantités estimées pour les 2 premières années. *Veuillez prendre note que les options ne seront pas incluses dans l'évaluation financière.*

Solicitation No. - N° de l'invitation

21301-137847/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mta560

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21301-13-7847

File No. - N° du dossier

MTA-2-35317

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Une seule offre à commandes sera émise.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

5.1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une offre, l'offrant atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. L'offrant et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant toute la période de l'offre à commandes ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les offrants qui sont incorporés, incluant ceux présentant des offres à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Les offrants en présentant des offres à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux présentant des offres dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les offrants en présentant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de

noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'émission d'une offre à commandes et de tout contrat subséquent.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un offrant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2 Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes et attestations exigées avec l'offre

5.2.1 Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérés ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1.1 Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un

entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.
3. L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- A) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- B) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- C) ☐ est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- D) ☐ est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

5.2.1.2 Preuve d'assurance

L'entrepreneur doit fournir une preuve qu'il détient une police d'assurance responsabilité contre les fautes professionnelles médicales pendant toute la durée du contrat et dont la limite de garantie ne peut être inférieure à 1 000 000 \$ par événement.

5.2.2 Attestations additionnelles exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

Clause du CUA

Section

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

21301-137847/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mta560

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21301-13-7847

File No. - N° du dossier

MTA-2-35317

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

A3010T

Étude et expérience

16-08-2010

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'Annexe A.

2. Exigences relatives à la sécurité

Avant d'être admis dans l'établissement/site, le personnel de l'entrepreneur doit subir une vérification locale de l'identité ou des renseignements par Service correctionnel du Canada. Ce dernier se réserve le droit d'interdire à tout moment l'accès à l'établissement/site au personnel d'un entrepreneur.

Tous les employés de l'entrepreneur ou des ses sous-traitants qui devront avoir accès aux établissements de SCC devront compléter le formulaire CSC-SCC 1279. Le SCC se réserve le droit de refuser les employés qui ne rencontre pas les normes minimales de sécurité du SCC. Aucune compensation monétaire ne sera accordée au fournisseur pour des employés refusés d'accès. (Voir Annexe «D»)

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (19-11-2012), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Conditions générales supplémentaires

4008 (12-12-2008), Renseignements personnels

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées **pour deux années à partir de la date d'émission de l'offre à commandes.**

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre **pour deux périodes supplémentaires de 12 mois chacune**, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Camille Ghali
Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Bureau régional du Québec
800 rue de la Gauchetière Ouest, Suite 7300, Montréal (Québec) Canada, H5A 1L6
Téléphone: 514.496.3871
Télécopieur: 514.496.3822
Courriel: camille.ghali@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Représentant de l'offrant

(Le représentant de l'offrant sera identifié dans l'offre à commandes.)

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux & Suivi de la livraison

Nom : _____
N° de téléphone : _____
N° de télécopieur : _____
Courriel : _____

6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : _____ (sera identifié à l'octroi de l'offre à commandes)

6.1 Contact chez le ministère-client

(à être complété par le Canada lors de l'adjudication).

Pour toute information relative à la facturation et/ou aux paiements, vous pouvez communiquer avec:

MINISTÈRE-CLIENT: _____

NOM: _____

NO. DE TÉLÉPHONE: _____

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par l(les) utilisateur(s) désigné(s) par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942 "Commandes subséquentes à l'offre à commandes" ou un document électronique.

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à la présente offre à commandes ne doivent pas dépasser **5 000.00\$** (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

9. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____\$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou **trois (3) mois** avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) Les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (19-11-2012), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales supplémentaires 4008(12-12-2008), Renseignements personnels
- e) les conditions générales 2010A (19-11-2012), Conditions générales - biens (complexité moyenne)
- f) Annexe A: Besoin
- g) Annexe B: Fixation des prix
- h) l'offre de l'offrant datée du _____ (Insérer la date de l'offre).

11. Attestations

11.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010A (19-11-2012) Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Intérêt sur les comptes en souffrance

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, des conditions générales 2010A (19-11-2012) Conditions générales - biens (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit au point de vente.

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes et ce dans les **4 semaines** suivant la réception des empreintes,

4. Paiement

4.1 Clauses du guide des CCUA

Référence de

CCUA	Section	Date
A2000C	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	16/06/06
A2001C	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	16/06/06
C2000C	Taxes - entrepreneur établi à l'étranger	30/11/07
C6000C	Limite de prix	25/05/07
H1000C	Paiement unique	12/05/08

4.2 Paiement par carte de crédit

La carte de crédit suivante est acceptée : _____.

OU

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

6. Clauses du guide des CCUA

Référence de

CCUA

B7500C

Section

Marchandises excédentaires

Date

16/06/06

Annexe A

Besoin

I. CONTEXTE & ENVIRONNEMENT

Le Service correctionnel du Canada, recherche un laboratoire dentaire pour assurer la fabrication et/ou réparation de prothèses dentaires complètes du haut et/ou du bas et prothèses partielles, le tout en conformité avec les Lois et les normes pertinentes régissant la pratique des services de laboratoire dentaire dans la province de Québec. L'offre à commande doit desservir tous les établissements de la région du Québec.

Les établissements fédéraux à sécurité maximum, médium et minimum sont :

L'établissement Leclerc, sécurité médium, situé au 400 Montée St-François, Laval, Québec;

Le Centre Fédéral de Formation, sécurité minimum et médium, situé au 6099, boul. Lévesque Est, Laval, Québec;

L'établissement Donnacona, sécurité maximum, situé 1537 route 138 Donnacona, Québec;

L'établissement Port-Cartier, sécurité maximum, situé au Chemin de l'aéroport C.P. 7070 Port-Cartier, Québec;

Le Centre régional de réception, sécurité maximum, situé au 246 Montée Gagnon, Sainte-Anne-Des-Plaines, Québec;

L'établissement Archambault, sécurité médium, situé au 242 Montée Gagnon, Sainte-Anne-Des-Plaines, Québec;

L'établissement Cowansville, sécurité médium, situé au 400 avenues Fordyce, Cowansville, Québec;

L'établissement La Macaza, sécurité médium, situé 321 chemin de l'Aéroport, La Macaza, Québec;

L'établissement Drummond, sécurité médium, situé au 2025 boul. Jean-de-Brébeuf, Drummondville, Québec;

L'établissement Joliette, multi niveau, situé 400 rue Marsolais, Joliette, Québec;

Note 1 : Tous les établissements mentionnés ci-dessus, sont pour hommes à l'exception de l'établissement Joliette où il s'agit d'un établissement pour femmes.

Note 2 : L'établissement Leclerc fermera ses portes en septembre 2013. Les détenus seront transférés surtout dans les établissements Centre Fédéral de Formation et Cowansville, ainsi que les autres établissements de niveau médium.

Note 3 : L'établissement Sainte-Anne-des-Plaines sera desservi par Archambault et l'établissement Montée Saint-François sera desservi par le Centre fédéral de formation. Ce sont donc ces établissements qui feront les demandes auprès du laboratoire.

II. PÉRIODE

Deux années fermes à partir de la date d'octroi du contrat, avec la possibilité d'option de renouvellement de contrat pour (2) périodes supplémentaires de 12 mois chacune, aux mêmes termes et conditions.

III. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Les besoins estimés pour les établissements de la région du Québec sont d'environ 280 prothèses complètes et 600 prothèses partielles, par année. Cet estimé comprend les réparations (environ 50/an) et les plaques occlusales (*Night guard*) (environ 20/année).

- Le laboratoire devra confectionner/réparer de prothèses dentaires complètes du haut et/ou du bas et des prothèses partielles, suite aux demandes des établissements,
- Les établissements feront parvenir les empreintes dentaires au laboratoire dentaire qui devra fabriquer les prothèses dentaires dans les **4 semaines** suivant la réception des empreintes;
- Le laboratoire devra effectuer des réparations standard (bris, craque, *dent popout*)
- Le laboratoire devra effectuer des réparations ajout de structure (ajout de dent, crochet, etc)
- Le laboratoire devra effectuer du rebasage, regarnissage
- Le laboratoire devra fournir plaque occlusale (*Night guard*), plaque de bruxisme,
- Les frais de livraison des prothèses aux établissements seront aux frais du fournisseur,
- L'expédition doit se faire par courrier recommandé et non pas par la poste régulière étant donné la valeur de ce qui est retourné.
- Les frais de livraison des prothèses au laboratoire dentaire seront aux frais du service correctionnel du Canada,
- Les délais de fabrication pour les prothèses seront de quatre semaines au maximum,
- Le laboratoire dentaire devra travailler en étroite collaboration avec les dentistes des établissements du service correctionnel,
- Les tarifs de la fabrication des prothèses seront fixes durant tout le contrat avec le fournisseur.

IV. CONDITIONS CONTRACTUELLES

1. EXIGENCES OBLIGATOIRES

Le fournisseur devra:

- 1.1 Posséder un diplôme en denturologie reconnue par un ministère de l'éducation du Canada
- 1.2 Être membre en règle de l'Ordre des denturologistes du Québec
- 1.3 Détenir de l'expérience dans le domaine de la fabrication et de la réparation de prothèses dentaires complètes du haut et/ou du bas et prothèses partielles;
Expérience signifie deux ans au cours des cinq dernières années.
- 1.4 Détenir de l'expérience au niveau d'un volume annuel semblable aux demandes du présent devis dans la fabrication et de la réparation de prothèses dentaires complètes du haut et/ou du bas et prothèses partielles. Par volume semblable on entend plus ou moins 10 % du volume indiqué pour les années fermes dans ce devis;
- 1.5 Détenir une assurance responsabilité professionnelle d'au moins un (1) millions de dollars;
- 1.6 Posséder un laboratoire dentaire pour la fabrication/réparation des prothèses;
Lorsque l'entrepreneur doit sous-traiter une partie des travaux, il doit produire les preuves sur demandes que le sous-traitant détient les permis, licences et certificat requis à l'exécution des travaux.

N.B.: 1) Si le contrat lui est octroyé, l'entrepreneur et/ou ses employés devront accepter de compléter et de signer les formulaires de sécurité exigés par le SCC.

2) Le SCC se réserve le droit de vérifier toutes les informations fournies par les soumissionnaires.

2. ÉQUIPEMENT NON FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT

La fourniture des outils tels que téléphone cellulaire, téléavertisseur et autres outils nécessaires à l'exécution des travaux est à la charge de l'entrepreneur.

3. SERVICES À PROCURER DANS LES LANGUES OFFICIELLES

Le fournisseur et/ou son remplaçant s'engagent à fournir les services dans la langue officielle (anglais ou français) demandée lors de la prestation des services.

4. MODE DE FACTURATION

Le fournisseur devra présenter une facturation à la pièce (après chaque livrason complétée) au responsable du projet en fonction des termes et conditions du contrat. Des factures séparées doivent être faites pour chaque établissement.

Toute facturation est sujette à la vérification par les autorités compétentes du SCC.

Liste des adresses, chargés de projet et codages financiers de chaque établissement à desservir:

Centre fédéral de formation 6099 Boul. Lévesque Laval (Québec) H7C 1P1 Solange Cyr 450-661-7786, poste 4704 Codage financier : 32000.825.00000.240.07904.4.1	Établissement Drummond 2025, boul. Jean-de-Brébeuf Drummondville (Québec) J2B 4T5 Jean-François Bérard 819-477-5112, poste 230 Codage financier : 34500.825.00000.240.07904.4.1
Établissement Leclerc 400, Montée St-François Laval (Québec) H7C 1S7 Linda Belzile 450- 664-1320 ext. 5701 33000.825.00000.240.07904.4.1	Établissement La Macaza 321, Chemin de l'Aéroport La Macaza (Québec) J0T 1R0 Luc Lavigne 819-275-2315, poste 7031 35200.825.00000.240.07904.4.1
Établissement Archambault 242, Montée Gagnon Ste-Anne-des-Plaines (Québec) J0N 1H0 Jean-Marc Décarie 450-478-5960, poste 8711 34100.825.00000.240.07904.4.1	Établissement Joliette 400, rue Marsolais Joliette (Québec) J6E 8V4 Jonathan Ouellet 450-752-5257, poste 3400 32500.825.00000.240.07904.4.1
Centre régional de réception 246, Montée Gagnon Ste-Anne-des-Plaines (Québec) J0N 1H0 Sylvain Lefebvre 450-478-5977, poste 7701 34300.825.00000.240.07904.4.1	Établissement Cowansville 400, Fordyce Cowansville (Québec) J2K 3N7 Andrée Ménard 450-263-3073, poste 2820 35000.825.00000.240.07904.4.1
Établissement Port Cartier C.P. 7070, 1 Chemin de l'Aéroport Port-Cartier, (Québec) G5B 2W2 France Duquet 418-766-7070, poste 2823 36800.825.00000.240.07904.4.1	Établissement Donnacona 1537, route 138 Donnacona (Québec) G3M 1C9 Marie-Chantal Beaudry 418-285-2455, poste 2750 32100.825.00000.240.07904.4.1

Annexe B**Fixation des prix**

Le fournisseur doit indiquer un tarif ferme, et ce, pour au moins la période de deux ans fermes incluses dans la présente demande de soumission. (La TPS doit être en sus.)

Ces tarifs devront comprendre tous les frais inhérents à la prestation des services

A) PÉRIODE: Deux ans fermes, à partir de la date d'octroi**1ère année ferme**

<u>TYPE DE TRAVAIL</u>	<u>TARIF UNITAIRE</u>	<u>TOTAL ANNUEL (tarif unitaire X estimé)</u>
Prothèse dentaire complète du haut et du bas. <i>Estimé annuel : 255 demandes.</i>	\$ _____	\$ _____
Prothèse partielle. <i>Estimé annuel : 555 demandes.</i>	\$ _____	\$ _____
Réparation standard (bris, craque, dent popout).	\$ _____	}
Réparation ajout de structure (ajout de dent, crochet, etc...).	\$ _____	
Rebasage, regarnissage. <i>Estimé annuel pour les réparations: 50 demandes.</i>	\$ _____	
Night guard, plaque de bruxisme. <i>Estimé annuel : 20 demandes.</i>	\$ _____	
		GRAND TOTAL ANNUEL :
		\$ _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

21301-137847/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mta560

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21301-13-7847

File No. - N° du dossier

MTA-2-35317

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

2ème année ferme

<u>TYPE DE TRAVAIL</u>	<u>TARIF UNITAIRE</u>	<u>TOTAL ANNUEL (tarif unitaire X estimé)</u>
Prothèse dentaire complète du haut et du bas. <i>Estimé annuel : 255 demandes.</i>	\$ _____	\$ _____
Prothèse partielle. <i>Estimé annuel : 555 demandes.</i>	\$ _____	\$ _____
Réparation standard (bris, craque, dent popout).	\$ _____	}
Réparation ajout de structure (ajout de dent, crochet, etc...).	\$ _____	
Rebasage, regarnissage. <i>Estimé annuel pour les réparations: 50 demandes.</i>	\$ _____	
Night guard, plaque de bruxisme. <i>Estimé annuel : 20 demandes.</i>	\$ _____	
		GRAND TOTAL ANNUEL :
		\$ _____

B) 1ère année d'option à la fin de la période initiale de 2 ans

<u>TYPE DE TRAVAIL</u>	<u>TARIF UNITAIRE</u>	<u>TOTAL ANNUEL (tarif unitaire X estimé)</u>
Prothèse dentaire complète du haut et du bas. <i>Estimé annuel : 255 demandes.</i>	\$ _____	\$ _____
Prothèse partielle. <i>Estimé annuel : 555 demandes.</i>	\$ _____	\$ _____
Réparation standard (bris, craque, dent popout).	\$ _____	\$ _____
Réparation ajout de structure (ajout de dent, crochet, etc...).	\$ _____	
Rebasage, regarnissage. <i>Estimé annuel pour les réparations: 50 demandes.</i>	\$ _____	
Night guard, plaque de bruxisme. <i>Estimé annuel : 20 demandes.</i>	\$ _____	\$ _____
		GRAND TOTAL ANNUEL :
		\$ _____

C) 2ème année d'option à la fin de la 1ère année d'option

<u>TYPE DE TRAVAIL</u>	<u>TARIF UNITAIRE</u>	<u>TOTAL ANNUEL (tarif unitaire X estimé)</u>
Prothèse dentaire complète du haut et du bas. <i>Estimé annuel : 255 demandes.</i>	\$ _____	\$ _____
Prothèse partielle. <i>Estimé annuel : 555 demandes.</i>	\$ _____	\$ _____
Réparation standard (bris, craque, dent popout).	\$ _____	}
Réparation ajout de structure (ajout de dent, crochet, etc...).	\$ _____	
Rebasage, regarnissage. <i>Estimé annuel pour les réparations: 50 demandes.</i>	\$ _____	
Night guard, plaque de bruxisme. <i>Estimé annuel : 20 demandes.</i>	\$ _____	
		GRAND TOTAL ANNUEL :
		\$ _____

Annexe C

Critères d'évaluation obligatoires à démontrer lors du dépôt de la soumission.

Afin de se conformer à la présentation des critères d'évaluation, se référer à la Section I - Soumission technique du point 3.1. - Instructions pour la préparation des soumissions de la Partie 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS de la Demande de Proposition

Toutes les spécifications techniques obligatoires doivent être respectées. Le Canada demande au soumissionnaire d'indiquer qu'il satisfait aux critères énumérés en indiquant soit le titre du document de preuve annexé soit la page de la brochure ou du catalogue annexé à laquelle le respect du critère est établi. Les soumissions qui ne satisferont pas à toutes les exigences obligatoires seront rejetées.

1 Critères d'évaluation obligatoires

Tel que décrit à l'Annexe «A»- Besoin- Exigences obligatoires; les descriptions et spécifications sont désignées, ci-après, par leurs numéros de 1.1 à 1.5:

- 1.1 Posséder un diplôme en denturologie reconnue par un ministère de l'éducation du Canada
Afin d'évaluer cette exigence, le soumissionnaire doit fournir une copie du diplôme au dépôt de la soumission;
- 1.2 Être membre en règle de l'Ordre des denturologistes du Québec
Afin d'évaluer cette exigence, le soumissionnaire doit fournir une preuve à cet effet au dépôt de la soumission;
- 1.3 Détenir de l'expérience dans le domaine de la fabrication et de la réparation de prothèses dentaires complètes du haut et/ou du bas et prothèses partielles;
Expérience signifie deux ans au cours des cinq dernières années.
Afin d'évaluer cette exigence, le soumissionnaire doit fournir son CV qui démontre ses compétences et son expérience au dépôt de la soumission;.
- 1.4 Détenir de l'expérience au niveau d'un volume annuel semblable aux demandes du présent devis dans la fabrication et de la réparation de prothèses dentaires complètes du haut et/ou du bas et prothèses partielles. Par volume semblable on entend plus ou moins 10 % du volume indiqué pour les années fermes dans ce devis;
Afin d'évaluer cette exigence, le soumissionnaire doit remplir la grille de l'annexe C au dépôt de la soumission;
- 1.5 Détenir une assurance responsabilité professionnelle d'au moins un (1) millions de dollars;
Afin d'évaluer cette exigence, le soumissionnaire (qualifié) doit fournir une preuve à cet effet avant l'octroi du contrat.

2 Expérience du laboratoire

Le laboratoire doit avoir une expérience pour des contrats de fabrication et/ou réparation de prothèses dentaires de nature et d'envergure semblables d'au moins deux (2) ans depuis les cinq (5) dernières années à la satisfaction du client.

On entend par "nature et envergure semblable", des contrats de fabrication/réparation de prothèses dentaires d'une valeur minimum de **\$75,000.00** par année. Les contrats effectués devront être à la satisfaction du donneur d'ouvrage. TPSGC se réserve le droit de vérifier la satisfaction du donneur d'ouvrage. Si la satisfaction s'avère négative, le projet ne sera pas retenu à titre d'expérience dans des projets semblables, et le soumissionnaire sera disqualifié puisqu'il ne rencontre pas les exigences obligatoires.

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission le tableau ci-dessous dûment rempli.

Projet	Brève description du projet	Lieu	Année(s) du contrat	Valeur nominale du contrat	Nom du client et numéro de téléphone
# 1					
# 2					

Note: Les soumissionnaires peuvent, si nécessaire, ajouter d'autres lignes au tableau ci-haut afin de répondre au critère exigé d'au moins 2 années (consécutives ou pas) pour autant que la nature et l'envergure sont respectés.

Solicitation No. - N° de l'invitation

21301-137847/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mta560

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21301-13-7847

File No. - N° du dossier

MTA-2-35317

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe D**Formulaire "Accès à un établissement"**

Correctional Service Canada / Service correctionnel Canada		PROTECTED / PROTÉGÉ B ONCE COMPLETED / UNE FOIS REMPLI	
INSTITUTIONAL ACCESS CPIC CLEARANCE REQUEST		ACCÈS À UN ÉTABLISSEMENT DEMANDE DE VÉRIFICATION DU DOSSIER AU CIPC	
PUT AWAY ON FILE - CLASSER AU DOSSIER ADMINISTRATIVE OR OPERATIONAL FILE DOSSIER ADMINISTRATIF OU OPÉRATIONNEL Original = 3170-12			
Institution - Établissement		Request received / Demande reçue le	Date (YYYY-MM-DD)
		PUT AWAY ON FILE - CLASSER AU DOSSIER 3170-12	
A. PERSONAL INFORMATION - RENSEIGNEMENTS PERSONNELS			
Surname / Nom de famille		Full name (no nicknames or initials) / Nom au complet (pas de surnoms ou d'initiales)	
		Maiden name (if applicable) / Nom de jeune fille (s'il y a lieu)	
Date of birth / Date de naissance (YYYY-MM-DD)	Place of birth - Lieu de naissance / City/Town - Ville ou municipalité	Province/State - Province ou état	Country - Pays
B. PHYSICAL DESCRIPTION - DESCRIPTION PHYSIQUE			
<input type="checkbox"/> Male / Homme	<input type="checkbox"/> Female / Femme	Height - Grandeur	Weight - Poids
		Eye color - Couleur des yeux	Hair color - Couleur des cheveux
C. ADDRESS - ADRESSE			
Street - Rue	City/Town - Ville ou municipalité	Province	Postal Code - Code postal
		Telephone number - Numéro de téléphone Home - Domicile	Work - Bureau
Representing (name of company/organization) - Représentant (nom de la compagnie ou de l'organisation)			
D. GENERAL INFORMATION - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Have you ever been convicted of a criminal offence for which you have not been granted a pardon, or an offence for which you have been granted a pardon and such a pardon has been revoked? / Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle pour laquelle on ne vous a pas octroyé un pardon ou d'une infraction pour laquelle on vous a octroyé un pardon qui a été révoqué?			
<input type="checkbox"/> Yes / Oui		<input type="checkbox"/> No / Non	
Do you personally know of any person incarcerated in a correctional facility? / Connaissez-vous personnellement une personne qui est incarcérée dans un établissement correctionnel?			
<input type="checkbox"/> Yes / Oui		<input type="checkbox"/> No / Non	
Do you have any reason to believe coming into contact with this person could pose a risk to your or their personal safety? / Avez-vous des raisons de croire que le fait d'entrer en contact avec cette personne pourrait présenter un risque pour votre sécurité personnelle ou la sienne?			
<input type="checkbox"/> Yes / Oui		<input type="checkbox"/> No / Non	
Are you immediately associated to an inmate or an inmate's visiting list? / Êtes-vous immédiatement associé à un détenu ou inscrit sur la liste des visiteurs d'un détenu?			
<input type="checkbox"/> Yes / Oui		<input type="checkbox"/> No / Non	
If you have answered YES to any of the above, please explain below. - Si vous avez répondu OUI à une des questions ci-dessus, veuillez fournir une explication ci-après.			
E. SIGNATURE (When sections A to D are filled out completely, please return the completed form to the institution for approval.) (Une fois que les sections A à D ont été remplies, veuillez retourner le formulaire dûment rempli à l'établissement aux fins d'approbation.)			
In making this application, I hereby give the Correctional Service of Canada my consent to use the information provided on this form to conduct such inquiries with police authorities as may be necessary to ascertain my suitability. Finally, I acknowledge that the Correctional Service of Canada has no responsibility for any harm that may come to me in the course of my activities, except where such harm is a direct result of negligence on the part of an employee(s) of the Service. NOTE: Access may be denied for submitting false information. Penalties may be issued for those receiving clearance and approval.		En soumettant la présente demande, j'autorise le Service correctionnel du Canada à se servir des renseignements fournis dans le formulaire afin de mener, auprès des services de police, toute enquête jugée nécessaire pour vérifier mon admissibilité. Par ailleurs, je conviens que le Service correctionnel du Canada ne peut être tenu responsable d'un préjudice subi dans le cadre de mes activités sauf si ce préjudice est directement attribuable à la négligence d'un ou de plusieurs employés du Service. NOTE: Tout demandeur qui fournit de faux renseignements peut se voir refuser l'accès à l'établissement. Un laissez-passer peut être émis aux demandeurs dont la demande d'accès est approuvée.	
Applicant's signature - Signature du demandeur		Date (YYYY-MM-DD)	
F. FOR OFFICE USE ONLY - RÉSERVÉ AU SCC Reason for clearance - Motif justifiant la demande d'accès			
Department making the request (please print) / Unité qui soumet la demande (en lettres majuscules s.v.p.)		Signature of Division Head / Signature du chef de la division	
		Date (YYYY-MM-DD)	
<input type="checkbox"/> No criminal record / Aucun casier judiciaire	<input type="checkbox"/> A possible criminal record if: / Numéro du casier judiciaire possible :	Last entry: / Dernière entrée :	
<input type="checkbox"/> An outstanding warrant/charge held by: / Ateur du mandat non exécuté/accusation en instance :			
SIGNATURES			
<input type="checkbox"/> Approved / Approuvé	<input type="checkbox"/> Not approved / Non approuvé	<input type="checkbox"/> Yes / Oui	<input type="checkbox"/> No / Non
Security Intelligence Officer / Agent de renseignements de sécurité	Institutional Head / Directeur de l'établissement	Visit Review Board / Comité des visites	By: / Par :
Date (YYYY-MM-DD)	Date (YYYY-MM-DD)	Date (YYYY-MM-DD)	Date (YYYY-MM-DD)

Solicitation No. - N° de l'invitation

21301-137847/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mta560

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21301-13-7847

File No. - N° du dossier

MTA-2-35317

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe E

Liste complète des administrateurs

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES

INSCRIRE TOUS LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE
